Position française

Quinzième session du Comité d’experts UN-GGIM

La 15e session du Comité d’experts des Nations Unies sur la gestion de l’information géospatiale à l’échelle mondiale (UN-GGIM) se tient à New York du 6 au 8 aout 2025.

Conformément à une conclusion de la commission Europe et internationale du CNIG en date du 26 novembre 2024, l’IGN propose de coordonner l’élaboration de la position française sur les sujets inscrits à l’ordre du jour. À cette fin, un document contient les points d’attention relevés dans les [documents](https://ggim.un.org/meetings/GGIM-committee/15th-Session/documents/) fourni par le secrétariat de l’UN-GGIM en amont de la session.

# Sommaire

[Sommaire 1](#_Toc203481493)

[1 Point 3 : Amélioration des dispositifs de gestion de l’information géolocalisée à l’échelle mondiale 2](#_Toc203481494)

[2 Points 4 et 5 : Contribution des comités régionaux et des réseaux thématiques au programme relatif à l’information géolocalisée à l’échelle mondiale 3](#_Toc203481495)

[3 Point 6 : L’avenir de l’écosystème de l’information géolocalisée 4](#_Toc203481496)

[4 Point 7 : Cadre intégré de l’information géolocalisée (UN-IGIF) 4](#_Toc203481497)

[5 Point 8 : Repère de référence géodésique mondial 6](#_Toc203481498)

[6 Point 9 : Rôle de l’information géolocalisée dans le domaine du développement durable 6](#_Toc203481499)

[7 Point 10 : Rôle de l’information géolocalisée dans le domaine du climat, de l’environnement et de la résilience 7](#_Toc203481500)

[8 Point 11 : Intégration des informations géolocalisée, statistiques et autres informations connexes 7](#_Toc203481501)

[9 Point 12 : Rôle de l’information géolocalisée intégrée dans le domaine de la gestion et de l’administration efficaces des biens fonciers 8](#_Toc203481502)

[10 Point 13 : Information géolocalisée marine intégrée 8](#_Toc203481503)

[11 Point 14 : Principes d’action et cadre juridique concernant, entre autres, les questions ayant trait aux données qui font autorité et aux technologies émergentes 9](#_Toc203481504)

[12 Point 15 : Adoption et application de normes pour le secteur de l’information géolocalisée mondiale 10](#_Toc203481505)

[13 Point 16 : Normalisation des noms géographiques et collaboration avec le Groupe d’experts des Nations Unies pour les noms géographiques (GENUNG) 10](#_Toc203481506)

[14 Point 17 : Contribution des centres géospatiaux mondiaux des Nations Unies à l’amélioration des dispositifs de gestion de l’information géospatiale mondiale 11](#_Toc203481507)

[Annexe : Place du Comité d’experts UN-GGIM au sein du système des Nations Unies 12](#_Toc203481508)

# Point 3 : Amélioration des dispositifs de gestion de l’information géolocalisée à l’échelle mondiale

Document

* Rapport du Secrétariat : E/C.20/2025/4/Add.1

|  |
| --- |
| Résumé  (à compléter par l’IGN, 23/07)  Proposition de position française  (à compléter par l’IGN, 23/07) |

Rappel des éléments de contexte (2024)

* Résolution 2022/24 du Conseil économique et social

En 2016, le Conseil économique et social des Nations Unies (CESNU)[[1]](#footnote-2) a demandé au Comité d'experts UN-GGIM de lui faire rapport, au plus tard dans cinq ans, sur la mise en œuvre de la résolution 2016/27, *Renforcement des arrangements institutionnels sur la gestion de l'information géolocalisée,* ainsi que d'examiner le renforcement des arrangements institutionnels de l'UN-GGIM. Lors de cet examen, le Conseil a décidé que le Comité d'experts continuerait à fonctionner et à mettre en œuvre son mandat « sans incidence sur les couts ».

Une présentation du contexte et de l'historique du renforcement des dispositions institutionnelles de l'UN-GGIM a été faite lors de la onzième session en août 2021, avec le document de référence [*UN-GGIM - ECOSOC Briefing Note*](https://ggim.un.org/meetings/GGIM-committee/11th-Session/documents/Draft_UN-GGIM_ECOSOC_Briefing_%20Note_17Jun2021.pdf). Cette note d'information présentait cinq options de « dispositions institutionnelles » possibles pour l'UN-GGIM.

Le Bureau a finalisé le rapport proposé sur la mise en œuvre de la résolution 2016/27 par le comité, qui a été soumis à un processus de consultation mondiale impliquant les États membres en mai. Ce rapport, intitulé *Améliorer la gestion mondiale de l'information géolocalisée*, a été adopté par le CESNU en juillet 2022.

* Question des ressources financières de l’UN-GGIM

De façon récurrente, le Comité d’experts UN-GGIM s’efforce d’augmenter ses ressources financières. Il est vrai que le Bureau de l’UN-GGIM a actuellement des ressources limitées. D’autre part, le Bureau souhaiterait avoir les moyens de financer la participation des pays en développement à l’UN-GGIM.

Cependant, ces tentatives d’augmentation de ressources entrainaient des perspectives d’accroissement des contributions des États membres au budget de l’ONU, ce qui aurait été inacceptable pour les ministères des Affaires étrangères de nombreux États membres (dont la France), qui avaient bloqué de telles perspectives.

Conscient de cette position du MEAE français, les représentants de la France à l’UN-GGIM n’ont jamais fait d’ouverture sur ces questions financières lors des précédentes sessions du comité.

Dans ce cadre, les États membres sont encouragés à fournir des contributions financières volontaires à l’UN-GGIM. Cela est problématique, car cela confère beaucoup d’influence aux États qui ont les moyens de fournir de telles contributions volontaires, par exemple à la Chine ou à l’Arabie saoudite.

* Centre d’excellence des Nations Unies pour l’écosystème géographique à l’échelle mondiale (UN-GGECE)

En accord avec les différentes réflexions sur l’avenir de l’écosystème de l’information géographique menées par l’UN-GGIM, le gouvernement saoudien a proposé la création d’un centre d’excellence pour l’écosystème géographique à Riyad.

Les attributions de ce centre devront s’aligner sur les priorités du programme de travail de l’UN-GGIM sur le sujet :

* les effets de l’évolution de technologie et des applications novatrices sur l’écosystème de l’information géographique,
* la réduction de la fracture numérique géographique croissante entre les pays développés et les pays en développement.

Le secrétariat de l’ONU continue d’examiner la proposition et les modes opératoires de ce futur centre à Riyad.

# Points 4 et 5 : Contribution des comités régionaux et des réseaux thématiques au programme relatif à l’information géolocalisée à l’échelle mondiale

Documents

* Rapport des comités régionaux : [E/C.20/2025/5/Add.1](https://ggim.un.org/meetings/GGIM-committee/15th-Session/documents/E_C20_2025_05_Add.1.pdf)
* Rapport des comités thématiques : [E/C.20/2025/6/Add.1](https://ggim.un.org/meetings/GGIM-committee/15th-Session/documents/E_C20_2025_06_Add.1.pdf)

|  |
| --- |
| Résumé  (à compléter par l’IGN, 23/07)  Proposition de position française  (à compléter par l’IGN, 23/07) |

# Point 6 : L’avenir de l’écosystème de l’information géolocalisée

Document

* Rapport du Bureau : [E/C.20/2025/7/Add.1](https://ggim.un.org/meetings/GGIM-committee/15th-Session/documents/E_C20_2025_07_Add.1.pdf)

|  |
| --- |
| Résumé  (à compléter par l’IGN, 23/07)  Proposition de position française  (à compléter par l’IGN, 23/07) |

# Point 7 : Cadre intégré de l’information géolocalisée (UN-IGIF)

Document

* Rapport du Groupe de haut niveau : E/C.20/2025/8/Add.1

|  |
| --- |
| Résumé  (à compléter par l’IGN, 23/07)  Proposition de position française  (à compléter par l’IGN, 23/07) |

Rappel des éléments de contexte (2024)

* Enjeux de la géographie pour les pays en développement

La connaissance d’un territoire au travers d’une couverture cartographique exhaustive et actuelle est un facteur capacitaire fondamental pour une politique de développement. Force est cependant de constater l’obsolescence de la cartographie de nombreux pays en développement, et son insuffisance face aux enjeux du développement durable. Par conséquent, l’IGIF et le Groupe de haut niveau promeuvent les programmes de coopération avec les pays en développement qui accordent une plus grande considération à la constitution d’infrastructures nationales de données géographiques.

* Difficultés à disposer de financements dédiés

Le soutien aux infrastructures nationales de données géographiques continue à se heurter à deux difficultés :

* Dans des pays démunis, les priorités sont nombreuses, et la concentration de l’aide au développement, nécessaire pour son efficacité, a eu un effet d’éviction de certains secteurs transversaux comme celui de l’information géographique. De ce fait, ce thème est orphelin dans les programmes d’aide au développement.
* De plus les programmes sectoriels, qui ont tous besoin de données géographiques, multiplient des initiatives géographiques limitées dans l’espace et dans le temps, à l’encontre du facteur commun que devrait être une infrastructure géographique.
* Nécessité d’une approche transversale

Il est donc souhaitable de rationaliser la question dans une approche transversale visant à établir une infrastructure d’information géographique mutualisée et à mettre en place les fondations de son entretien. Lorsqu’un programme d’information géographique a pu être mené de façon concertée entre les différents secteurs utilisateurs, l’efficacité de l’approche a été démontrée. La mise en place d’une infrastructure nationale de données géographiques à titre de socle démultiplie ensuite l’efficacité des actions sectorielles de développement durable. La pertinence d’une telle approche a été un argument en faveur de la création du Groupe de haut niveau.

* Le Cadre intégré de l’information géographique (*Integrated Geospatial Information Framework*)

Ce cadre propose des objectifs pertinents pour les pays en développement, notamment :

* Mise en place d’une gouvernance de l’information géographique, prenant en compte les besoins des organismes, et cohérente avec les cadres politiques nationaux et mondiaux ;
* Intégration des données géographiques de tous les secteurs gouvernementaux pour optimiser des politiques et prises-de-décisions factuelles.

Le cadre propose également des principes pertinents, notamment :

* Principe 1 : habilitation stratégique.

La mise en œuvre du cadre nécessite un soutien financier et politique, il doit pour cela soutenir les politiques du gouvernement, telles que la croissance économique, le bien-être social, la préservation de l’environnement.

* Principe 2 : transparence et responsabilité.

Les données géographiques gouvernementales sont développées et partagées conformément aux lignes directrices de responsabilité et de transparence, afin que tous les citoyens, toutes les agences gouvernementales, le monde universitaire et le secteur privé aient accès à ces ressources nationales.

* Principe 4 : collaboration et coopération.

La collaboration et la coopération (entre le gouvernement, les entreprises, le monde universitaire, la société civile, les donateurs) sont pris en compte dans la mise en œuvre du cadre, afin de renforcer le partage d’informations entre les fournisseurs et les utilisateurs, et de réduire la duplication d’effort entre les secteurs gouvernementaux.

# Point 8 : Repère de référence géodésique mondial

Document

* Rapport du Sous-comité de la géodésie : [E/C.20/2025/9/Add.1](https://ggim.un.org/meetings/GGIM-committee/15th-Session/documents/E_C20_2025_09_Add.1.pdf)

|  |
| --- |
| Résumé  (à compléter par l’IGN, 25/07)  Proposition de position française  (à compléter par l’IGN, 253/07) |

# Point 9 : Rôle de l’information géolocalisée dans le domaine du développement durable

Document

* Rapport du Groupe de travail : [E/C.20/2025/10/Add.1](https://ggim.un.org/meetings/GGIM-committee/15th-Session/documents/E_C20_2025_10_Add.1.pdf)

|  |
| --- |
| Résumé  (à compléter par l’IGN, 23/07)  Proposition de position française  (à compléter par l’IGN, 23/07) |

Rappel des éléments de contexte (2024)

* UN-GGIM et les objectifs de développement durable

Au cours des années 2010, le Comité d’experts UN-GGIM a fait du lobbying pour favoriser une approche géographique du développement durable. Ces efforts de lobbying portaient sur le *Programme de développement durable à l’horizon 2030* (*2030 Agenda for Sustainable Development*), adopté en septembre 2015 par l’assemblée générale des Nations unies. En effet, ce programme, qui consiste en 17 objectifs de développement durable – ODD (en anglais : *Sustainable Development Goals* – SDGs), structure les politiques de développement durable de tous les États membres, notamment de la France, où le ministère de la transition écologique se veut exemplaire dans la mise en œuvre des ODD.

Ces efforts de lobbying de l’UN-GGIM a porté ses fruits, car le Programme de développement durable à l’horizon 2030 adopté en 2015 par l’ONU contient des références spécifiques au besoin de données d’observations de la Terre et d’informations géospatiales pour la mesure et le suivi du développement durable.

# Point 10 : Rôle de l’information géolocalisée dans le domaine du climat, de l’environnement et de la résilience

Document

* Rapport du Groupe de travail : [E/C.20/2025/11/Add.1](https://ggim.un.org/meetings/GGIM-committee/15th-Session/documents/E_C20_2025_11_Add_1.pdf)

|  |
| --- |
| Résumé  (à compléter)  Proposition de position française  (à compléter) |

# Point 11 : Intégration des informations géolocalisée, statistiques et autres informations connexes

Document

* Rapport : [E/C.20/2025/12/Add.1](https://ggim.un.org/meetings/GGIM-committee/15th-Session/documents/E_C20_2025_12_Add.1.pdf)

|  |
| --- |
| Résumé  (à compléter)  Proposition de position française  (à compléter) |

Rappel des éléments de contexte (2024)

* Le cadre géospatial statistique mondial (*Global Statistical Geospatial Framework* - GSGF)

Le *Cadre géospatial statistique mondial (Global Statistical Geospatial Framework - GSGF)* se présente sous la forme d’une architecture d’information permettant d’intégrer les informations statistiques et les informations géospatiales, afin d’améliorer la qualité des statistiques et de faire contribuer l’information géographiques à la mesure et au suivi des indicateurs de développement durable.

La commission statistique de l’ONU, qui regroupe les statisticiens en chef des États membres (l’Insee pour la France), a également adopté les principes du GSGF en 2017.

# Point 12 : Rôle de l’information géolocalisée intégrée dans le domaine de la gestion et de l’administration efficaces des biens fonciers

Document

* Rapport du Groupe d’experts : [E/C.20/2025/13/Add.1](https://ggim.un.org/meetings/GGIM-committee/15th-Session/documents/E_C20_2025_13_Add.1.pdf)

|  |
| --- |
| Résumé  (à compléter)  Proposition de position française  (à compléter) |

Rappel des éléments de contexte (2024)

Le Groupe d’expert sur la gestion et l’administration des biens fonciers (*Land Administration and Management*) traite de « l’application de l’information géospatiale pour la gestion et l’administration des territoires et pour le soutien au développement durable » et répond aux prérogatives qui lient la gestion des territoires à certains ODD, tels que la proportion de population qui dispose de la sécurité des droits fonciers et de propriété.

La France ne fait pas de partie de ce groupe d’expert, constitué de 19 États membres (des cinq continents) et d’acteurs privés (Fédération internationale des géomètres, OGC, ESRI, Hexagon).

Afin de mettre en place une orientation politique globale, le Groupe d’expert a conçu un *Cadre pour une administration foncière efficace* (*Framework for Effective Land Administration*, FELA). Sur le modèle de l’IGIF, le document propose neuf voies stratégiques.

# Point 13 : Information géolocalisée marine intégrée

Document

* Rapport du Groupe de travail : [E/C.20/2025/14/Add.1](https://ggim.un.org/meetings/GGIM-committee/15th-Session/documents/E_C20_2025_14_Add.1.pdf)

|  |
| --- |
| Résumé  (à compléter)  Proposition de position française  (à compléter) |

Rappel des éléments de contexte (2024)

* Le Groupe de travail sur l’information géospatiale marine

Ce groupe de travail est composé de 13 États membres. La France n’y participe pas directement, mais l’Organisation hydrographique internationale (OHI) en est membre, ce qui permet au Shom d’être informé de ses travaux.

Afin de porter sa stratégie d’intégration de l’information marine dans tout programme national de gestion de l’information géographique, le Groupe de travail a élaboré un *Cadre opérationnel pour la gestion intégrée de l’information géographique marine* (*Operational Framework for Integrated Marine Geospatial Information Management* - UN-IGIF-Hydro), conçu pour s’articuler avec l’IGIF, qu’il s’évertue à mettre en œuvre au niveau national.

# Point 14 : Principes d’action et cadre juridique concernant, entre autres, les questions ayant trait aux données qui font autorité et aux technologies émergentes

Document

* Rapport du Groupe de travail : [E/C.20/2025/15/Add.1](https://ggim.un.org/meetings/GGIM-committee/15th-Session/documents/E_C20_2025_15_Add.1.pdf)

|  |
| --- |
| Résumé  (à compléter)  Proposition de position française  (à compléter) |

Rappel des éléments de contexte (2024)

* Documents du Groupe de travail sur les cadres juridiques et politiques

Dans le cadre de son plan de travail sur la période 2023-25, ce groupe de travail a commencé la rédaction de deux documents :

* *Authoritative, fit-for-purpose geospatial data for crises* aborde les considérations politiques et juridiques des données d’autorité dans le contexte de crises, en se fondant sur une approche adaptée et en s'appuyant sur le concept de « continuum contrôle-confiance » développé dans le document antérieur *Authoritative data in an evolving geospatial landscape: an exploration of policy and legal challenges*.
* *Geospatial data for public good* explore les éléments de fond et de forme d'un cadre politique et juridique solide et examine les différents aspects de l'utilisation des données géographiques qui favorisent le bien public. En gardant à l'esprit que des cadres politiques et juridiques efficaces évolueront au fil du temps et reconnaissant que le concept de « bien public » doit être appliqué aux données géographiques.au cas par cas, le document identifie les « intérêts légitimes » comme des critères qui peuvent guider les pays dans l'élaboration de leurs politiques et de leurs lois.

Ces documents prendront en compte les résultats des réunions en ligne et de celle en présence de février 2024 à laquelle l’IGN a contribué.

# Point 15 : Adoption et application de normes pour le secteur de l’information géolocalisée mondiale

Document

* Rapport : [E/C.20/2025/16/Add.1](https://ggim.un.org/meetings/GGIM-committee/15th-Session/documents/E_C20_2025_16_Add.1.pdf)

|  |
| --- |
| Résumé  (à compléter par l’IGN, 25/07)  Proposition de position française  (à compléter par l’IGN, 25/07) |

# Point 16 : Normalisation des noms géographiques et collaboration avec le Groupe d’experts des Nations Unies pour les noms géographiques (GENUNG)

Document

* Rapport du Groupe d’experts : [E/C.20/2025/17/Add.1](https://ggim.un.org/meetings/GGIM-committee/15th-Session/documents/E_C20_2025_17_Add.1.pdf)

|  |
| --- |
| Résumé  (à compléter)  Proposition de position française  (à compléter) |

Rappel des éléments de contexte (2024)

* Groupe d’experts des Nations Unies pour les noms géographiques

Le *Groupe d’experts des Nations Unies pour les noms géographiques* (GENUNG), en anglais *United Nations Group of Experts on Geographical Names* (UNGEGN), a été créé en 1959. Il est composé de différentes divisions rattachées à une zone géographico-linguistique. Les objectifs du Groupe sont de traiter des problèmes de normalisation des noms géographiques.

La coopération entre l’UN-GGIM et le GENUNG est nécessaire dans le domaine des données fondamentales ou socle. Cette coopération a été effectivement mise en place dans le Groupe de travail sur les données fondamentales mondiales, piloté par le Royaume-Uni, ainsi que dans le Groupe de travail sur les données socle européennes, piloté par la France.

# Point 17 : Contribution des centres géospatiaux mondiaux des Nations Unies à l’amélioration des dispositifs de gestion de l’information géospatiale mondiale

Ce point ne figurait pas à l’ordre du jour de la session de l’année précédente.

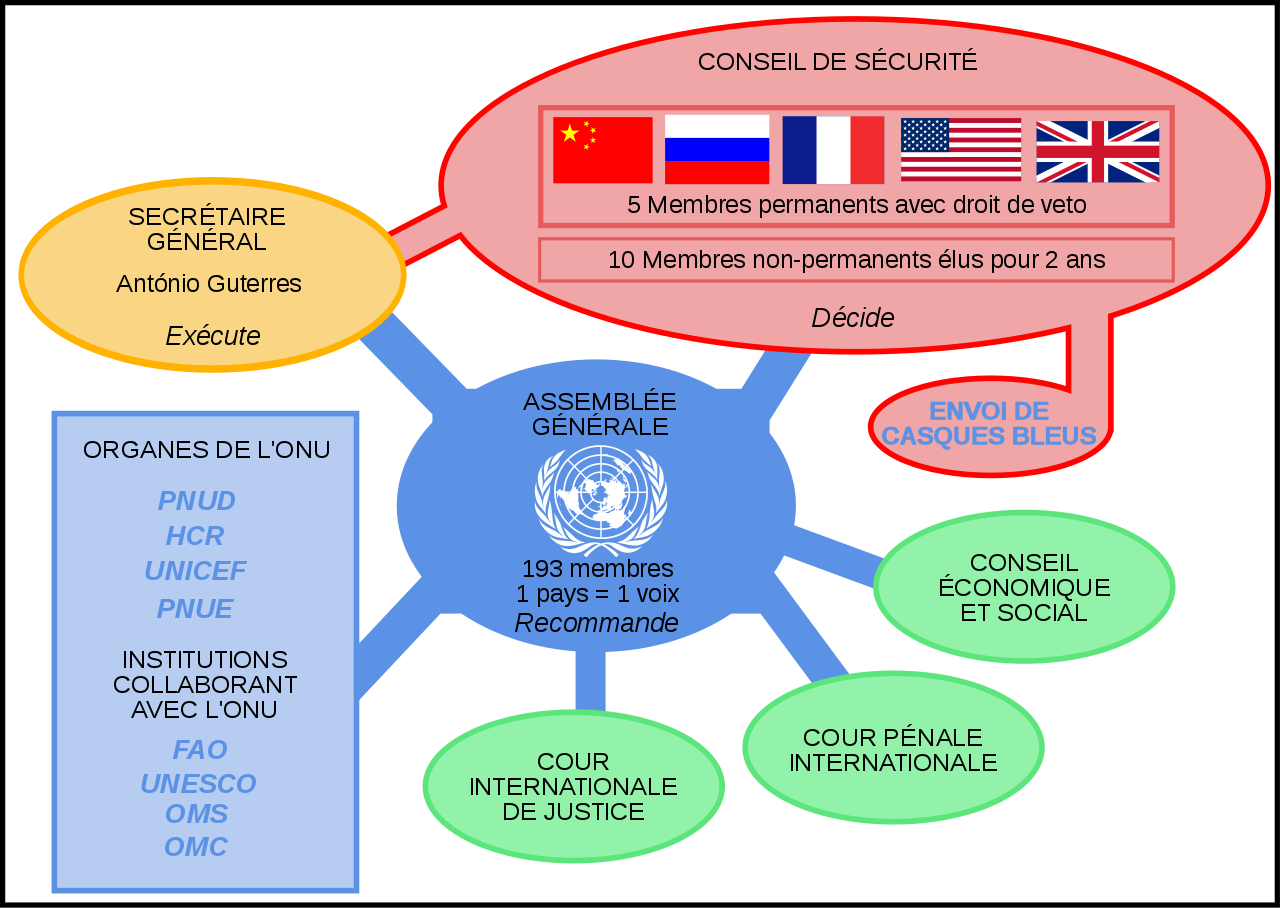
Document

* Rapport : E/C.20/2025/18/Add.1

|  |
| --- |
| Résumé  (à compléter)  Proposition de position française  (à compléter) |

# Annexe : Place du Comité d’experts UN-GGIM au sein du système des Nations Unies

Pour rappel, le Conseil économique et social (CESNU, EcoSoC en anglais), un des six organes principaux de l'ONU placé sous l'égide de l'Assemblée générale des Nations Unies, a un rôle consultatif concernant les questions de coopération économique et sociale internationale. Son rôle est d'examiner des questions dans les domaines suivants : économie, société, culture, éducation, santé publique et développement durable.



Système des Nations unis (source : Wikipédia)

Dans sa résolution 2011/24 du 27 juillet 2011, le CESNU a créé le Comité d'experts des Nations Unies sur la gestion mondiale de l'information géolocalisée (UN-GGIM) en tant que mécanisme intergouvernemental visant à prendre des mesures concrètes pour renforcer la coopération internationale dans le domaine de la gestion mondiale de l'information géolocalisée. L'UN-GGIM prend des décisions conjointes et fixe des orientations sur la production, l'application et l'utilisation de l'information géolocalisée dans les cadres politiques nationaux, régionaux et mondiaux.

Le comité est composé d'experts gouvernementaux des États membres des Nations Unies (telles que l’IGN ou l’Insee), ainsi que d'experts d'organisations internationales, en qualité d'observateurs. Son programme de travail technique englobe un large éventail de questions et de domaines thématiques, notamment : la géodésie, les thèmes de données fondamentales, les arrangements institutionnels, les aspects juridiques et politiques, l'adoption de normes, l'intégration des informations géolocalisées et statistiques, les catastrophes, les objectifs de développement durable (ODD), l'environnement marin, l'administration des terres, les systèmes d'information intégrés, le géospatial dans le système des Nations Unies, entre autres.

L’UN-GGIM se réunit au moins une fois par an et rend compte directement au CESNU. Il est servi par la Division des statistiques du Département des affaires économiques et sociales (DESA) et la Section de cartographie du Département de l'appui aux missions (DAM) – deux départements du Secrétariat général des Nations unis.

Le 27 juillet 2016, le CESNU a adopté un projet de résolution (E/2016/L.28) intitulé *Renforcement des arrangements institutionnels sur la gestion de l'information géolocalisée*. Le projet de résolution a été facilité et présenté par la Mission permanente du Mexique, et coparrainé par l'Allemagne, l'Argentine, l'Australie, le Brésil, le Burkina Faso, le Chili, la Chine, la Jamaïque, le Japon, la Suède, le Royaume-Uni et les États-Unis d'Amérique. Présentée au CESNU par le coprésident de l'UN-GGIM, la résolution reconnait les réalisations accomplies par le Comité d'experts entre 2011 et 2016 dans le domaine de la gestion de l'information géolocalisée, et la contribution du comité aux travaux des Nations Unies, en particulier par l'aide apportée aux États membres pour mettre en œuvre le Programme de développement durable à l'horizon 2030, le Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe, l'Accord de Paris et les modalités d'action accélérées pour les PEID.

En adoptant le projet de résolution, le CESNU a convenu de :

1. Élargir et renforcer le mandat de l’UN-GGIM en tant qu'organe compétent en matière d'information géolocalisée, composé d'experts gouvernementaux, sans incidence sur les couts ;
2. Supprimer les conférences cartographiques régionales officielles des Nations Unies pour l'Asie et le Pacifique et pour les Amériques, au profit des comités régionaux UN-GGIM: Asie-Pacifique et UN-GGIM: Amériques, respectivement ;
3. Confirmer l'inclusion de la session annuelle de l’UN-GGIM dans le calendrier ordinaire des conférences et réunions des Nations Unies sous l'égide du Conseil ;
4. Encourager les États membres à verser des contributions volontaires et prier le Secrétaire général d'essayer de mobiliser des ressources supplémentaires ;
5. Changer l’intitulé de l'ordre du jour du Conseil de « Cartographie » à « Information géolocalisée » et inviter à ce titre le Groupe d'experts des Nations Unies pour les noms géographiques et la Conférence des Nations Unies sur la normalisation des noms géographiques à continuer de faire rapport sur les noms géographiques et l’UN-GGIM à faire rapport sur toutes les questions relatives à la géographie, à l'information géospatiale et aux sujets connexes.

1. L’annexe rappelle la place du Comité d’experts UN-GGIM au sein du système des Nations Unies [↑](#footnote-ref-2)